

## **MADAGASCAR: Liste de surveillance de la Catégorie 2**

Le Gouvernement de Madagascar ne se conforme pas entièrement aux normes minimum pour l'élimination de la traite de personnes; pourtant, il fait des efforts considérables pour y parvenir. Le gouvernement a montré des efforts significatifs pendant la période couverte par le rapport en opérationnalisant un nouveau Service de Protection des Enfants et des Mœurs (SPEM), en coordination avec les forces de l'ordre d'un gouvernement étranger pour enquêter sur un réseau de traite des personnes, et référer davantage de victimes à des services de soins. Cependant, le Gouvernement n'a pas augmenté ses efforts par rapport à la période de rapport précédente. Malgré la persistance de rapports supposant la complicité des responsables publics au cours de l'année, aucun agent n'a été tenu pour responsable et aucune enquête n'a été menée sur les rapports mentionnant des fonctionnaires ayant facilité l'exploitation sexuelle d'enfants. Le Gouvernement ne disposait toujours pas de dispositifs formels pour une identification proactive des victimes, et n'a pas assuré une prise en charge systématique de ces dernières. Pour la deuxième année consécutive, le Gouvernement n'a alloué aucun budget au Bureau National de Lutte contre la Traite des Etres Humains, ce qui a inhibé sa capacité à diriger les efforts au niveau national, sensibiliser le public, et opérationnaliser le plan d'action national. Par conséquent, Madagascar est resté sur la Liste de surveillance de la Catégorie 2 pour la deuxième année consécutive.

### **RECOMMANDATIONS POUR MADAGASCAR**

Augmenter les efforts pour condamner les auteurs de traite présumés, y compris les responsables publics prétendus complices; élaborer des procédures formelles pour, et octroyer une formation aux responsables publics sur, les mesures proactives pour identifier les victimes, enquêter sur les cas et orienter les victimes vers les services appropriés; financer convenablement le Bureau National de Lutte contre la Traite des Etres Humains et toute autre agence menant des efforts contre la traite de personnes; mettre en œuvre le plan d'action quinquennal de lutte contre la traite de personnes; remplacer la suspension globale de l'envoi de travailleurs migrants à l'étranger par les agences de placement avec des règlements stricts que l'on applique de manière consistante; établir un accord entre le Gouvernement, les centres de formation et les recruteurs de travailleurs migrants potentiels; collaborer avec les Gouvernements des pays de destination pour protéger les travailleurs migrants Malagasy et traiter conjointement les cas d'abus ; augmenter les efforts pour sensibiliser l'opinion publique concernant la traite par le travail incluant celle

impliquant les adultes soumis au travail forcé; et, améliorer la collecte de données au niveau national relatives aux efforts de l'application des lois, faisant la distinction entre la traite des personnes et d'autres crimes, y compris le nombre de victimes identifiées, les cas enquêtés et poursuivis et le nombre de condamnations liées à la traite.

## **POURSUITES**

Le gouvernement a légèrement réduit ses efforts pour l'application de la loi et des rapports ont continué à signaler des cas de complicité de fonctionnaires pendant l'année. La loi N° 2014-040 a criminalisé la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé, y compris l'exploitation sexuelle, la traite des personnes à des fins de travaux forcés, le travail forcé, la mendicité forcée, et la servitude de dette. Elle a prescrit des peines allant de deux à cinq ans d'emprisonnement et des amendes; les condamnations pour traite d'enfants ont été soumises à des peines de cinq à 10 ans d'emprisonnement et des amendes. Ces peines ont été suffisamment sévères et, en ce qui concerne la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle, proportionnelles à celles prévues pour d'autres crimes graves comme le viol.

Les statistiques nationales sur les poursuites et les condamnations restent difficiles à obtenir et à vérifier, étant donné qu'il n'y a eu aucune base de données nationales pour crimes relatifs à la traite des personnes. Le gouvernement a indiqué avoir initié 32 enquêtes sur des cas de traite des personnes, en augmentation par rapport à la période couverte par le rapport précédent, pour laquelle le gouvernement n'a pas indiqué le nombre d'enquêtes. Le gouvernement a indiqué avoir lancé des poursuites contre 15 prétendus auteurs de traite des personnes, condamnant la majorité de ces suspects selon la loi contre la traite des personnes; ceci est comparé avec la poursuite de 32 prétendus auteurs de traite des personnes en 2016. Le gouvernement a également poursuivi 36 prétendus auteurs de traite des personnes pour tentative de traite des personnes selon la loi de 2014 contre la traite des personnes pour avoir tenté d'envoyer des travailleurs migrants à l'étranger, mais l'on ne peut confirmer si ces cas ont impliqué une tentative de traite des personnes. Le gouvernement n'a pas indiqué le nombre de condamnations, une baisse par rapport à trois condamnations signalées en 2016. Le Service central d'enquête spécialisée et de lutte contre la fraude documentaire (SCESLFD) au sein de la Police Nationale a indiqué avoir enquêté sur six cas dans lesquels des femmes Malagasy ont été frauduleusement recrutées pour travailler dans des plantations de

thé en Chine, mais ont plutôt été forcées à se marier à des Chinois et ont été soumises à une servitude involontaire. Dans une autre affaire, la section SCESLFD a coopéré avec des responsables des forces de l'ordre de la Chine pour enquêter sur un réseau de traite des personnes soupçonné d'envoyer des femmes et des enfants en Chine pour une traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé. Une fois alertée, la police chinoise a localisé et arrêté l'individu soupçonné d'être l'auteur de traite—une femme Malagasy—et l'a extradée à Madagascar, où l'enquête suivait son cours. Le SCESLFD a également enquêté sur 16 agences de placement, dont certaines peuvent avoir recruté de manière frauduleuse des travailleurs à envoyer au Kuweit. En partenariat avec une organisation internationale, le gouvernement a opérationnalisé le SPEM afin d'enquêter sur les crimes impliquant des enfants dans les zones rurales, y compris des cas de traite des personnes; il a enquêté sur cinq cas de traite des personnes pendant la période couverte par le rapport. La Brigade de Protection des Mœurs et des Mineurs a continué à diriger les efforts d'application de la loi contre la traite des personnes dans la capitale.

Le Gouvernement n'a signalé ni enquêtes, ni poursuites ni condamnations de responsables Gouvernementaux pour complicité dans des crimes de traite de personnes en dépit des allégations de corruption et de complicité, y compris des rapports constants indiquant un supposé réseau de fonctionnaires impliqués dans la falsification de pièces d'identité utilisées pour faciliter la traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle. Il y a toujours eu un manque de coordination entre les agences luttant contre la traite des personnes et une réticence des victimes à déposer une plainte par crainte de représailles. Le gouvernement a animé et dirigé des ateliers, financés par une organisation internationale, visant à éduquer les forces de l'ordre et la société civile à Antananarivo, Mahajanga, Sambava, Fianarantsoa, Antsiranana, et Toliara sur l'application des lois contre la traite des personnes et l'identification et l'orientation des victimes.

## **PROTECTION**

Le gouvernement a maintenu des efforts irréguliers pour protéger les victimes. Le gouvernement aurait identifié 86 victimes, une baisse comparé aux 117 identifiées dans la période couverte par le rapport précédent. Le gouvernement aurait référé au moins 57 à des services de soins pendant la période couverte par le rapport, une hausse comparé aux 41 de la période couverte par le dernier rapport. Une ONG identifié et aidé 147 victimes. Toutefois, en raison d'un manque de coordination au niveau de la collecte de données, ces chiffres peuvent être incomplets. Le

gouvernement a indiqué avoir accueilli 35 enfants victimes de traite dans un centre d'accueil pour enfants et avoir rapatrié 12 victimes de traite transnationale; on compare cela aux 35 victimes accueillies et 70 rapatriées au cours de l'année précédente. La police a signalé avoir identifié 70 victimes potentielles, qu'elle a accueilli dans des hébergements temporaires dans des postes de police, étant donné l'absence d'options alternatives d'abris partout dans le pays. Le gouvernement a indiqué avoir identifié 16 femmes Malagasy en Chine et a facilité, mais n'a pas financé, le rapatriement de 12 d'entre elles, dont certaines ont reçu des documents de voyage ainsi qu'une assistance de base de la part de l'ambassade de Madagascar en Chine, et toutes ont reçu des soins à leur retour. Selon une organisation internationale, jusqu'à 200 femmes Malagasy pourraient encore se trouver dans une région rurale de la Chine, qui ont été également victimes du même cas de traite des personnes où des passeurs – usant subterfuge ou coercition – les ont trafiquées et vendues pour être mariées à des Chinois à des fins de servitude involontaire. Une ONG en Chine a indiqué avoir identifié au moins deux victimes de traite, avoir aidé ces dernières à engager des poursuites légales, puis coordonné leur rapatriement. Le Ministère de la Population aidé 10 victimes de traite qui sont revenues de pays du Golfe où des auteurs de traites les ont exploitées en tant que serviteurs domestiques; le gouvernement a accordé à toutes les victimes un soutien psychologique et des soins médicaux, et cinq victimes ont en plus reçu une aide financière pour leur réinsertion socioéconomique et formation professionnelle.

Le Gouvernement ne disposait toujours pas de procédures formelles pour identifier de manière proactive les victimes de traite et pour les orienter vers les services de prise en charge; cependant, une organisation internationale a auparavant soutenu la confection d'un manuel d'identification et de référence des victimes de traite des personnes, que le gouvernement a mis à jour pendant la période couverte par le rapport et distribué à 80 acteurs à Antananarivo, Mahajanga, Sambava, Fianarantsoa, Antsiranana, et Toliara. Alors que le Gouvernement offrait un certain service de protection, le nombre de victimes ayant bénéficié de cet avantage n'a pas été clair. Le Ministère de la Population et des Affaires Sociales, en collaboration avec une organisation internationale, continuait à assurer la coordination d'environ 700 réseaux de protection de l'enfant à travers le pays, une baisse par rapport à 780 mentionnés dans la précédente période de rapport. Ces réseaux ont pour mission de protéger les enfants de diverses formes d'abus et d'exploitation, mais aussi d'assurer l'accès à une assistance médicale et psychologique pour les victimes. Cependant, pendant la période couverte par le

rapport, les services de protection offerts par ces réseaux étaient parfois inadéquats, vu qu'ils ont généralement référé les victimes à des ONGs pour bénéficier des soins. Quatre hôpitaux publics disposaient de centres de soutien aux victimes offrant une assistance aux enfants victimes de divers abus, y compris la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle; les centres de soutien ont été sis à Antananarivo, Toamasina, Mahajanga, et Nosy Be et offrent aux victimes assistance médicale, soutien psychologique, et accès à la police et aux travailleurs sociaux, mais le gouvernement n'a pas indiqué combien de victimes ont bénéficié de l'assistance dans ces centres. Le Ministère de la Population à Nosy Be a continué à gérer un système de placement en famille d'accueil pour enfants exploités, en partenariat avec une organisation internationale; le programme a inclus 10 familles participantes qui ont reçu une subvention du gouvernement, mais le gouvernement n'a pas indiqué combien d'enfants ont été placés dans les familles d'accueil pendant la période couverte par le rapport. Le Gouvernement continuait d'opérer et de financer le Centre Manjary Soa à Antananarivo qui accueillait 35 enfants qui ont été retirés d'une situation de travail forcé et d'exploitation sexuelle. Ce Centre dispensait des formations professionnelles ou assurait la réintégration des enfants dans le système scolaire public. La Commune urbaine d'Antananarivo continuait d'opérer un centre d'accueil d'urgence d'enfants victimes de servitude domestique qui sont généralement envoyés par la PMPM. Les dépenses, comprenant la nourriture, l'hébergement, les prises en charge psychologique et médicale, les services éducatifs et le salaire du personnel ont été assurés par la Commune, en partenariat avec une organisation internationale.

Le Ministère des Affaires Etrangères a eu la responsabilité d'informer de manière systématique le Ministère de la Population quand des victimes ont été en processus de rapatriement; en retour, le Ministère de la Population contacte les victimes dès leur retour et offre sans assistance, mais des rapports ont indiqué que la plupart des victimes sont réticents à travailler avec le gouvernement ou à accepter son assistance. La loi contre la traite de personnes de 2014 requiert aux autorités de considérer des alternatives légales pour les étrangers victimes de traite d'être renvoyés au pays où ils risquent une rude épreuve et une rétribution. Aucun rapport n'indiquait que le Gouvernement ait arrêté ou puni des victimes de traite pour des actes illégaux résultant directement du fait d'avoir été victimes de traite; cependant, étant donné l'absence de procédures formelles pour identifier les victimes de traite, certaines victimes pourraient avoir demeuré non-identifiées dans le système d'application de la loi. Le gouvernement exigerait parfois le témoignage

des victimes de traite identifiées comme condition pour utiliser le poste de police comme abri temporaire. Afin de prévenir les représailles de ceux soupçonnés d'être auteurs de traites, les procès des cas de traite des personnes pourraient se tenir à huis clos ou par caméra pour protéger la confidentialité et la vie privée des victimes ou des témoins; cependant, le gouvernement n'a pas indiqué y avoir eu recours dans la période couverte par le rapport. Outre, alors que la loi de 2014 contre la traite des personnes a accordé aux victimes le droit à la restitution, pour la quatrième année consécutive, le gouvernement n'a pas appliqué cette disposition.

## **PREVENTION**

Le gouvernement maintient des efforts destinés à prévenir la traite des personnes et coordonne les mesures de lutte contre la traite des personnes au niveau national. Le Bureau National de Lutte contre la Traite, supposé mener les efforts à l'échelle nationale, n'a reçu aucun financement, n'a pas fait preuve de leadership dans le déploiement des efforts de sensibilisation de l'opinion publique et n'a ni engagé des étapes pour opérationnaliser le plan d'action national. Le Gouvernement continuait d'opérer une ligne d'appel gratuit nationale pour documenter les cas de maltraitance d'enfants, y compris la traite d'enfants. Le Ministère de la Justice continuait ses campagnes de sensibilisation sur la traite à travers ses émissions radio nationales hebdomadaires.

Une interdiction depuis 2013 du départ de travailleurs domestiques vers le pays du Golfe restait en vigueur; toutefois, des agences de recrutement illicites contournaient cette interdiction en envoyant les travailleurs via Ile Maurice, Kenya, Comores, et Seychelles. Dans le but de résoudre ce problème et d'identifier les agences impliquées dans le recrutement frauduleux, le gouvernement a continué la suspension de tous les agréments en cours des agences de placement et, ainsi, son interdiction de recrutement de travailleurs pour un emploi à l'étranger. Ces interdictions ont continué à laisser des travailleurs migrants vulnérables au chantage et à la traite des personnes. Le gouvernement n'a pas fait de progrès sur l'effort visant à établir un accord tripartite entre le gouvernement, les agences de placement et les centres de formation professionnelle. Le gouvernement n'a pas collaboré avec les gouvernements des pays de destination pour protéger les travailleurs migrants Malagasy et résoudre conjointement les cas d'abus.

Le gouvernement a fait certains efforts pour réduire la demande pour le tourisme sexuel; en 2017, le Ministère du Tourisme, en partenariat avec des organisations internationales, a facilité l'adoption par environ 1,000 opérateurs touristiques dans

12 régions du Code de conduite du Tourisme contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et contre le tourisme sexuel. Le Ministère du Tourisme a mené des inspections d'hôtels, rappelant à ces derniers leur obligation à afficher des posters informant de l'interdiction de l'exploitation sexuelle des enfants à leur bureau de réception; le gouvernement a également maintenu de tels affichages dans les aéroports en guise d'avertissements aux touristes. Cependant, malgré la prévalence du tourisme sexuel, le gouvernement n'a indiqué aucune poursuite ni condamnation pour tourisme sexuel, et les rapports indiquant la complicité de certains fonctionnaires dans de tels crimes ont continué. Le gouvernement n'a fourni aucune formation en lutte contre la traite des personnes à ses troupes avant leur déploiement à l'étranger dans le cadre de missions internationales de maintien de la paix.

### **PROFIL DE LA TRAITE**

Comme indiqué durant les cinq dernières années, Madagascar est un pays source et de destination pour des hommes, femmes et enfants exploités à des fins de travail forcé ainsi que des femmes et des enfants soumis à l'exploitation sexuelle. Des enfants Malagasy provenant majoritairement des milieux ruraux des régions côtières et des familles pauvres des régions urbaines sont exploités dans la prostitution infantile, la servitude domestique et dans le travail forcé dans le secteur minier, la pêche et l'agriculture à travers le pays. La prévalence de la mendicité forcée des enfants a augmenté à Antananarivo; des rapports ont indiqué que des enfants, y compris des enfants handicapés, sont forcés de travailler pendant de longues heures et dans des conditions dangereuses, souvent à la demande de leurs parents. Des membres de la famille sont impliqués dans et encouragent la majorité des cas d'exploitation sexuelle des enfants mais des opérateurs touristiques, des hôtels, des chauffeurs de taxi, des salons de massage ainsi que des adultes locaux engagés dans la prostitution facilitent ce crime. Des enfants sont frauduleusement recrutés pour travailler en tant que serveuses et masseuses à Antananarivo avant d'être détournés vers l'exploitation sexuelle des enfants. Des hommes Malagasy sont les auteurs de la majorité des cas de traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle. Des rapports indiquent que l'exploitation sexuelle des enfants prévaut surtout dans les destinations touristiques avoisinant les sites miniers formels ou informels. La plupart des acteurs de tourisme sexuel impliquant des enfants sont de nationalités française et italienne, et d'autres occidentaux ou Comoriens dans un cas moins étendu. Des ONG ont signalé auparavant la complicité de responsables Gouvernementaux dans l'obtention de cartes d'identité

nationales falsifiée, facilitant l'exploitation sexuelle des enfants à Madagascar et l'exploitation des femmes Malagasy par le travail forcé dans le travail domestique à l'étranger. D'anciens rapports ont indiqué que l'exploitation sexuelle affectait de plus en plus des garçons. Le travail forcé a persisté dans le contexte des "dinas," lesquels ont été des arrangements informels pour le paiement ou en réponse à des actes répréhensibles et comme moyen de résoudre des conflits ou payer des dettes; ces arrangements ont persisté car les autorités n'ont pas appliqué la loi de manière efficace.

De nombreuses femmes Malagasy sont employées comme domestiques au Liban, Koweït et en Arabie Saoudite, et des rapports de la presse ont indiqué que des agences de placement informelles tentent toujours d'esquiver l'interdiction de 2013 contre l'envoi de travailleurs au Moyen Orient, en les expédiant via Maurice, Seychelles, Comores, et Kenya avec un visa touristique. Des femmes Malagasy sont envoyées par des individus agissant en tant qu'agents de placement informels en Chine à l'aide de fausses cartes d'identité et se font exploiter dans le travail forcé et vendues comme épouses. Des rapports indiquent que des hommes Malagasy au Moyen Orient peuvent faire l'objet de travail forcé dans le secteur des services et de la construction, tandis que d'autres peuvent subir une servitude domestique forcée en Chine. Récemment, de plus en plus de travailleurs migrants sont victimes de chantage ou de sollicitation de pots-de-vin, la cause étant largement la suspension de l'accréditation des agences de placement. Des rapports indiquent que des travailleurs Malagasy au Liban subissent diverses formes d'abus par leurs employeurs, tels que la violence physique et la confiscation de leurs passeports, ce qui pourrait avoir été un facteur dans leur emprisonnement par la suite.